

Les 5 chantiers de la Commission Juncker

La Commission fait sa rentrée ce jeudi, avec un séminaire à Genval pour préparer le discours sur l'état de l'Union. Au menu des prochains mois: beaucoup, beaucoup de commerce.

FRÉDÉRIC ROHART

C'est à Genval que la Commission européenne fait sa rentrée. Ces jeudi et vendredi, les vingt-sept tiennent un «séminaire» destiné officiellement à préparer le discours sur l'état de l'Union que Jean-Claude Juncker prononcera le 13 septembre – une manière de passer en revue le menu que la Commission se propose de suivre pour l'année à venir.

Le ton s'annonce assuré. Dans un discours devant les ambassadeurs de l'Union, mardi, Jean-Claude Juncker a souligné que cela fait 21 mois que l'économie européenne progresse plus rapidement que l'économie américaine. Et que depuis le début du mandat de sa Commission, 9 millions d'emplois ont été créés. Grâce à l'Europe? «Si on avait eu 9 millions de chômeurs en plus, c'eût été la faute de la Commission», souligne Jean-Claude Juncker... Le programme précis pour les mois à venir? Secret défense: il s'agit de faire monter le suspense sur le discours du président. On vous en donne quand même un aperçu.

1

Les nouveaux chantiers du commerce

Un gros morceau sera assurément le commerce. Dans un tweet, la commissaire responsable, Cecilia Malmström, vient de parler d'un «automne chargé», sans plus de précision. Il s'agira bien sûr de transformer l'accord politique avec le Japon en un véritable traité de libre-échange. Mais la Commission espère aussi conclure avant la fin de l'année

avec les pays d'Amérique latine (Mercosur) ou même le Mexique. Alors que l'exécutif européen négocie officiellement 18 accords couvrant 62 pays («officiellement» parce que certains sont en veilleuse), elle pourrait ouvrir à l'automne de nouvelles négociations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Depuis que Donald Trump a enclenché la marche arrière du commerce américain, «beaucoup de pays» frappent à la porte de la Commission, qui saute sur l'occasion pour ouvrir de nouveaux chantiers, souligne-t-on au Berlaymont. On l'a compris: l'épisode du Ceta n'a pas refroidi les intentions européennes: au-delà de l'intérêt économique qu'ils revêtent, ces accords sont la seule manière de s'assurer que les «valeurs» de l'Union s'étendent au niveau mondial, de maîtriser la mondialisation, considère l'exécutif.

2

Imaginer un budget sans les Anglais

La Commission doit présenter une proposition très attendue sur le futur cadre budgétaire, la manière dont se structurera le budget pour l'après 2020. Avec le Royaume-Uni, un grand contributeur net quitte le navire: faut-il demander aux autres de renflouer le budget européen? Faut-il diminuer les aides agricoles? Durcir les conditions des aides régionales? Permettre à l'Union de lever de nouveaux fonds propres? Le commissaire responsable, Günther Oettinger, ne devrait pas sortir du bois cet automne, comme c'était prévu, mais attendre début 2018: on espère en savoir alors plus sur l'impact budgétaire du Brexit. En atten-

dant, la Commission va analyser les retours sur le «papier de réflexion» qu'elle a lancé au printemps sur l'avenir du pot commun.

3

Façonner la «relance» de l'Europe

Le débat sur l'avenir de l'Union va continuer de s'intensifier au cours des mois à venir. On l'a encore vu cette semaine avec la «coalition des bonnes volontés» qu'une poignée de dirigeants tentent de monter. Emmanuel Macron, Charles Michel, Xavier Bettel, ou dans un autre style, Angela Merkel parlent par exemple de la création d'un poste de ministre européen des Finances, d'un Fonds monétaire européen, ou encore de listes transnationales pour les prochaines élections du Parlement européen. Le momentum pour une «relance de l'Europe» pourrait arriver dès l'après-élections allemandes. Au printemps, la Commission a avancé les 5 scénarios possibles qu'elle entrevoyait entre le «plus» et le «moins» d'Europe. Cette semaine, Jean-Claude Juncker parlait d'un «sixième scénario»: «Nous ne l'avons pas proposé parce que si nous l'avions proposé il aurait été tué dans l'œuf.»

4

Stabiliser les relations avec Ankara et Moscou

Sur le plan extérieur, la Commission semble vouloir clarifier les relations de l'Union avec ses

deux grands voisins. Au sujet du président Recep Tayyip Erdoğan, Juncker disait mardi: «Je crois qu'il voudrait que l'Europe dise qu'elle veut mettre un terme aux négociations (d'adhésion, NDLR). Je voudrais que nous conduisions de façon à ce que les Turcs remarquent que c'est eux, c'est-à-dire le système Erdoğan, qui rendent impossible l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne au lieu de tomber dans le panneau et de nous charger des responsabilités alors que la responsabilité entière est du côté turc.» À côté de cette mise à plat, Juncker songe à un réchauffement des relations avec Moscou. «Il faudrait que nous réfléchissions à de meilleures relations avec la Russie», dit-il après avoir repris le Premier ministre ukrainien sur ses velléités d'appartenance à l'UE et l'Otan.

5

Compléter «les Unions»

Sur le front des propositions législatives, la Commission refuse d'ouvrir son agenda au public pour l'instant. Son travail, c'est aussi un éternel chantier de maçonnerie des structures en place. Le marché unique est une réalité toute relative pour certains secteurs, et l'aménagement d'une véritable union de l'énergie, d'une vraie union des marchés de capitaux, de l'union digitale, ou encore de l'union «de la sécurité», sont autant de chantiers d'où pourraient venir les nouvelles propositions. Et l'on ne parle pas des propositions à faire atterrir en douceur au Parlement et au Conseil de l'UE, comme la coordination des systèmes de sécurité sociale ou la révision de la directive détachement des travailleurs.